



FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Education, Recherche, Culture, Formation, Insertion

Section départementale du Tarn

MOTION présentée lors du CDEN du 5 septembre 2013

Rentrée 2013 : 300 élèves de plus, 0 poste créé, 5 classes de moins

En 5 ans le département du Tarn a perdu 70 postes d'enseignant-e-s dans le premier degré mais a gagné 300 élèves à scolariser, essentiellement cette année.

En février 2013 vous prévoyiez 71 élèves de plus pour la rentrée de septembre. Depuis les prévisions se sont affinées et 230 élèves se sont ajoutés. Avec 300 élèves de plus sans aucun poste attribué au département du Tarn pour la rentrée 2013, avec l'utilisation de 5 postes dans les dispositifs plus de maîtres que de classes et scolarisation des 2 ans, les conditions de scolarisation de nos élèves et les conditions de travail pour nos collègues vont encore se dégrader : des classes surchargées, des enseignantEs non remplacéEs, des RASED disparus, la formation continue anémiée, le taux de scolarisation des enfants de 2ans au plus bas.

Aujourd'hui 1 RPI Palleville, et 1 école élémentaire (Fiac) sont à 28 et plus de moyenne, 3 écoles en zone montagne (Montredon Labessonnié ; Burlats et Sorèze) et 1 école en réseau Eclair (Graulhet En Gach) sont à plus de 25 de moyenne, 1 écoles maternelle (Les Clauzades à Lavaur) dépassent les 31 de moyenne ...

Pour rester dans le cadre des capacités d'accueil que vous avez-vous-même définies, il faut donc ouvrir 7 classes dès aujourd'hui.

Les conditions de travail des élèves et des enseignants ne cessent de se dégrader. De plus avec des effectifs aussi indécents en maternelle c'est la scolarisation des enfants de 3 ans qui est aujourd'hui menacée.

La FSU est engagée dans la construction d'un autre avenir pour tous les jeunes et refuse la régression programmée par les gouvernements successifs depuis des années.

Les moyens nécessaires à une vraie refondation de l'école dans le Tarn, nous les avons chiffrés :

- ☞ **80 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves** par classe et 23 en RRS ou RAR
- ☞ **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire
- ☞ **32 postes de remplaçantEs** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignantEs total du département (retrouver l'existant d'il y a 20 ans)
- ☞ **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des enfants de moins de 3

ans

- ☞ **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1)
- ☞ **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres de classe** » **version SNUipp-FSU**, qui n'a rien avoir avec la posologie homéopathique de notre Ministre, pour obtenir 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes.

**Pour une vraie refondation de l'Ecole,
le SNUipp-FSU Tarn demande la création de 332 postes**

Ce gouvernement qui a su trouver, au nom de la compétitivité, 20 milliards d'€uros, pour les entreprises, sans contrepartie comme le montrent les plans sociaux qui se succèdent, n'a pas voulu réellement investir dans l'éducation mais s'en tenir au traité de Lisbonne qui met en place l'Europe de la connaissance pour quelques unEs et le socle commun, pour toutEs les autres.

Quand à la réforme des rythmes, dont le financement repose et reposera essentiellement sur les collectivités territoriales, elle ne fera qu'accentuer les différences entre ,jhles communes. On voit déjà des communes rurales qui prévoient 5 heures de classe et 5 heures de garderie : nous sommes loin d'un éveil culturel, sportif, ou artistique tant vanté. La lutte contre les inégalités scolaires est vraiment mal engagée. Même si la tiède restauration de la formation initiale apporte un mince espoir, l'école du tri et de la reproduction sociale mise en lumière par les enquêtes internationales a encore de beaux jours devant elle.

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir changent mais le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.